

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/46

20 avril 1998

(98-1576)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

QUESTION 1* - ARTICLE 6.5: "TRAITEMENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS"
QUESTION 2* - "PERIODE DE COLLECTE DES DONNEES"
QUESTION 3* - ARTICLE 6.10: METHODE D'"ECHANTILLONNAGE"
QUESTION 4* - ARTICLE 5.6: "CIRCONSTANCES SPECIALES"
QUESTION 5* - ARTICLE 5.5: "NOTIFICATION ADRESSEE
AU MEMBRE EXPORTATEUR"
QUESTION 6* - ARTICLE 6.2: "AUDITIONS"

Communication du Brésil

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 avril 1998.

QUESTION 1: ARTICLE 6.5 - TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

1. L'Accord antidumping

L'article 6.5 dispose que tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni ces renseignements), ou qui seraient fournis à titre confidentiel, seront traités comme tels par les autorités chargées de l'enquête, pour autant que des raisons valables justifiant le traitement confidentiel soient présentées. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.

La partie demandant le traitement confidentiel doit également fournir un résumé non confidentiel des renseignements communiqués. Le résumé doit être suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, il est possible d'indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées.

Si les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme résumée, elles pourront ne pas tenir compte des renseignements

*Les questions sont reprises du document G/ADP/W/401.

en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

2. La pratique brésilienne

2.1 Communication de renseignements confidentiels

Les parties sont habilitées à demander le traitement confidentiel des renseignements qu'elles communiquent. Au cours d'une enquête, les communications qui sont envoyées aux parties intéressées mettent clairement l'accent sur le droit au traitement confidentiel ainsi que sur les conditions qui doivent être respectées lors de l'exercice de ce droit: justification valable de la demande de traitement confidentiel et obligation de fournir un résumé non confidentiel.

i) Justification de la demande de traitement confidentiel

La partie intéressée doit expliquer en quoi la divulgation des renseignements aurait pour elle un effet défavorable. Cette explication est évaluée au cas par cas. Les autorités tiennent compte de la situation particulière de la partie ainsi que des conditions de concurrence auxquelles elle se trouve soumise. Si les autorités estiment que la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la partie intéressée ne veut pas divulguer les renseignements communiqués (même sous forme de résumé), ces renseignements peuvent ne pas être pris en compte, à moins que leur exactitude ne soit prouvée au moyen, par exemple, d'enquêtes sur place.

Il est toutefois acquis que certains types de renseignements sont considérés par nature comme étant confidentiels et que leur divulgation avantagerait les concurrents. Une justification formelle de la nature confidentielle de ce type de renseignements n'est pas nécessaire. Il s'agit des renseignements relatifs à des opérations commerciales spécifiques (tels que les renseignements figurant sur une fiche de vente spécifique), aux listes de fournisseurs et d'acheteurs, ou à la structure détaillée des coûts.

ii) Résumé non confidentiel

Le résumé non confidentiel qui doit être fourni avec les renseignements communiqués à titre confidentiel doit être suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel, de sorte que les autres parties intéressées participant à l'enquête soient en mesure d'exercer effectivement leur droit à la défense.

Si la partie demandant le traitement confidentiel allègue qu'il lui est impossible de fournir un résumé non confidentiel, une telle allégation doit être justifiée par des raisons valables. Les autorités chargées de l'enquête détermineront si les raisons présentées sont satisfaisantes. Si tel n'est pas le cas, les autorités avisent à nouveau la partie intéressée de l'obligation de fournir un résumé non confidentiel.

L'article 6.5.2 fixe la procédure à adopter dans les cas où les autorités estiment que la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et où la partie qui a fourni les renseignements ne veut pas les rendre publics en termes généraux ou sous forme de résumé. Toutefois, l'Accord ne fixe pas la procédure à adopter dans les cas suivants:

- lorsque les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel est justifiée et que les renseignements peuvent faire l'objet d'un résumé;

- lorsque les autorités ont avisé à nouveau la partie de l'obligation de fournir un résumé non confidentiel; et
- lorsque la personne qui a fourni les renseignements ne veut pas fournir de résumé non confidentiel.

Dans de tels cas, il est entendu que si le résumé non confidentiel demandé n'est pas fourni, les autorités chargées de l'enquête peuvent ne pas tenir compte des renseignements, à moins que leur exactitude ne soit prouvée au moyen, par exemple, d'enquêtes sur place. Autrement dit, il est entendu que dans de telles situations, les procédures établies à l'article 6.5.2 devraient être adoptées.

iii) Question

Le Brésil aimerait savoir quelle est la procédure adoptée par les autres Membres lorsqu'une partie refuse de fournir un résumé non confidentiel de renseignements dont la nature confidentielle est dûment justifiée?

2.2 Accès des autres parties aux renseignements confidentiels

Les parties à une enquête peuvent avoir accès à la version publique de la procédure, qui comprend tous les documents non confidentiels, y compris, le cas échéant, les résumés non confidentiels.

Les renseignements communiqués à titre confidentiel ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les a fournis. Ces renseignements seront traités séparément et les parties n'y auront pas accès. Le Brésil ne dispose d'aucun mécanisme permettant la divulgation de renseignements confidentiels par le biais d'une quelconque ordonnance conservatoire.

QUESTION 2: PERIODE DE COLLECTE DES DONNEES

1. L'Accord antidumping

L'Accord antidumping ne précise pas quelle est la période à utiliser pour déterminer la marge de dumping. Toutefois, l'article 2.2.1 fait référence à la période (qui doit normalement être d'un an, mais ne sera en aucun cas inférieure à six mois) qui doit être prise en compte pour déterminer si les ventes à des prix inférieurs aux coûts peuvent être considérées comme n'ayant pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales.

En outre, l'Accord ne donne pas de définition de la période de collecte des données en vue de déterminer l'existence d'un dommage ou d'un lien de causalité.

2. La pratique brésilienne

La législation brésilienne antidumping (Décret n° 1602/95) dispose ce qui suit:

"Article 25. Au cours de l'enquête, les éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping sont examinés simultanément.

25.1 La période de l'enquête pour déterminer l'existence d'un dumping doit inclure les 12 mois qui ont précédé d'aussi près que possible l'ouverture de l'enquête et, dans certaines circonstances exceptionnelles, cette période peut être inférieure à 12 mois mais jamais inférieure à six mois.

25.2 La période de l'enquête concernant l'existence d'un dommage doit être suffisamment représentative pour permettre l'analyse prévue au chapitre III, elle ne doit pas être inférieure à trois ans et doit nécessairement inclure la période durant laquelle l'existence d'un dumping fait l'objet d'une enquête."

En conséquence, les autorités brésiliennes utilisent deux périodes pour évaluer les données, en fonction de l'objet de l'analyse: selon qu'il s'agit de déterminer l'existence d'un dumping ou d'un dommage.

- Lorsqu'elles vérifient l'existence d'un dumping, les autorités utilisent les 12 mois qui précèdent l'ouverture de l'enquête, c'est-à-dire la période d'un an la plus proche pour laquelle il existe des données suffisantes pour déterminer de manière appropriée l'existence d'un dumping.
- Lorsqu'elles vérifient l'existence d'un dommage pour la branche de production nationale, les autorités utilisent la période de trois à cinq ans qui a précédé d'aussi près que possible l'ouverture de l'enquête et pour laquelle il existe des données suffisantes pour déterminer de manière appropriée l'existence d'un dommage.
- La période utilisée pour déterminer l'existence d'un dumping doit être incluse dans la période utilisée pour déterminer l'existence d'un dommage pour la branche de production nationale.

Dans l'avis du SECEX (Secrétariat au commerce extérieur) concernant l'ouverture d'une enquête antidumping - publié au "Diário Oficial da União" (Journal officiel) -, la période utilisée pour l'enquête relative au dumping est fixée de façon à ce que l'analyse soit conduite en utilisant les données disponibles les plus récentes. Cette période peut être revue en fonction de celle qui est utilisée pour décider de l'ouverture de l'enquête.

Dans le cadre de l'analyse visant à déterminer l'existence d'un dommage, en vue d'évaluer la situation de la branche de production nationale avant la période de l'enquête relative au dumping ainsi que l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, les autorités brésiliennes examinent en général une période de cinq ans, en ventilant éventuellement les données pour les quelques mois de l'année les plus proches de l'ouverture de l'enquête. Par exemple, pour une enquête ouverte en juillet 1997 seront rassemblées des données allant de 1993 à 1996, plus les données relatives aux premiers semestres de 1996 et 1997. Cette procédure permet i) une meilleure évaluation du comportement des indicateurs économiques relatifs à la branche de production nationale et au marché intérieur et ii) une évaluation plus précise de l'effet des importations faisant l'objet de l'enquête sur la branche de production nationale.

QUESTION 3: ARTICLE 6.10 - METHODE D'ECHANTILLONNAGE

1. L'Accord antidumping

L'article 6.10 dispose qu'en règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu du produit visé par l'enquête. Néanmoins, dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.

Le choix des exportateurs, producteurs, importateurs ou types de produits sera fait de préférence en consultation avec les exportateurs, producteurs ou importateurs concernés et avec leur consentement.

2. Réponse à la question posée par le Canada

Le Brésil n'a jamais utilisé de méthode d'échantillonnage pour déterminer la marge de dumping. Néanmoins, une interprétation rigoureuse de la législation brésilienne ne permettrait pas aux autorités chargées de l'enquête d'inclure des données qui auraient été volontairement fournies par des entités ayant coopéré qui ne font pas partie de l'"échantillon" original. Puisque les autorités sont tenues de consulter les parties lors de la sélection de l'"échantillon", l'introduction de données extérieures à l'échantillon constituerait de fait une altération de l'échantillon original. Cette procédure ne pourrait être envisagée que si l'une ou plusieurs des entités de l'échantillon "original" ne pouvaient fournir les renseignements demandés.

2.1 Question

Le Brésil aimerait savoir à quel moment précis les autres Membres effectuent la sélection des producteurs, exportateurs, importateurs ou types de produits en vue de calculer la marge de dumping en appliquant la méthode d'échantillonnage. Une fois que l'"échantillon" est défini, quelles circonstances justifieraient sa modification? Si l'"échantillon" devait être modifié, devrait-il y avoir de nouvelles consultations avec les parties intéressées?

QUESTION 4: ARTICLE 5.6 - "CIRCONSTANCES SPECIALES"

1. L'Accord antidumping

L'article 5.6 de l'Accord antidumping dispose que si, dans des circonstances spéciales, les autorités concernées décident d'ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit à cette fin par une branche de production nationale ou en son nom, elles n'y procéderont que si elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, comme il est indiqué au paragraphe 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête.

Par ailleurs, l'article 5.4 dispose qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

2. L'interprétation brésilienne

2.1 L'existence d'un lien entre les articles 5.4 et 5.6

En ce qui concerne l'existence possible d'un lien entre les articles 5.4 et 5.6, le Brésil estime qu'il n'existe aucun rapport entre ces deux dispositions, puisque toutes deux traitent de situations distinctes concernant l'ouverture d'une enquête:

- les cas où une demande est présentée par les producteurs du produit similaire; et

- les cas où le gouvernement d'un pays importateur décide d'une manière autonome, du fait de l'existence de "circonstances exceptionnelles", de déterminer s'il existe des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour ouvrir une enquête.

Dans le premier cas, il serait obligatoire de s'assurer du degré de soutien dont bénéficie la demande parmi les producteurs du produit similaire. Dans le second cas, ce critère n'est pas nécessaire.

En conséquence, il n'existe aucun lien entre les deux articles puisqu'ils s'appliquent à des situations différentes.

Dans les deux cas, quelle que soit la personne qui prend l'initiative d'engager le processus conduisant à l'ouverture de l'enquête, il est essentiel que, lors de la détermination de l'existence du dommage (avant l'ouverture de l'enquête), la branche de production nationale soit définie conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord antidumping.

2.2 Le rôle du gouvernement dans l'"aide" fournie aux branches de production pour la préparation des demandes

Les autorités brésiliennes chargées des enquêtes ont adopté une approche globale et s'efforcent de conseiller le secteur privé dans son entier pour ce qui concerne les procédures relatives aux enquêtes antidumping. Dans tout le pays, plusieurs séminaires ont été tenus dans ce but et le gouvernement a publié un "Guide de la défense commerciale", qui donne les définitions et indique les procédures de base relatives à l'imposition de mesures antidumping, de mesures de sauvegarde et de mesures compensatoires.

Dans la pratique, lorsqu'un requérant potentiel sollicite l'aide du gouvernement, les autorités s'efforcent de dissiper les doutes éventuels quant à la préparation de la demande ou aux aspects de l'enquête antidumping qui touchent à la procédure.

QUESTION 5: ARTICLE 5.5 - NOTIFICATION ADRESSEE AU GOUVERNEMENT DU MEMBRE EXPORTATEUR

1. L'Accord antidumping

L'article 5.5 dispose qu'après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, les autorités aviseront le gouvernement du Membre exportateur concerné.

2. La pratique brésilienne

Lorsque l'autorité brésilienne chargée de l'enquête estime que la demande comporte des renseignements suffisants pour permettre une analyse, une note est adressée à l'ambassade du pays exportateur pour l'informer que le gouvernement brésilien a reçu une demande dûment documentée.

En ce qui concerne le point 10 du document G/ADP/AHG/W/33 de la Norvège, et conformément à l'interprétation brésilienne susmentionnée, les autorités brésiliennes adressent une notification au pays exportateur lorsqu'une demande est considérée comme dûment documentée (article 5.5) et lorsqu'une enquête est ouverte (article 12.1). Le Brésil est d'avis que:

- la notification mentionnée à l'article 5.5 de l'Accord antidumping doit être adressée avant l'ouverture de l'enquête;

- la notification visée à l'article 12.1 doit être adressée immédiatement après l'ouverture de l'enquête et elle doit inclure une copie de l'avis public annonçant l'ouverture de l'enquête, ainsi qu'une copie de la demande qui est à l'origine de l'enquête.

QUESTION 6: ARTICLE 6.2 - AUDITIONS

1. L'Accord antidumping

L'article 6.2 de l'Accord antidumping dispose que pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. A cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations. Il devrait être tenu compte, lorsque ces possibilités seront ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie ne sera pas préjudiciable à sa cause. Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements.

2. La pratique brésilienne

2.1 Délai de présentation des demandes d'audition

Conformément à l'article 31 du Décret n° 1602/95, le délai de présentation des demandes d'audition doit être précisé dans la directive ordonnant l'ouverture de l'enquête. Cette directive établit que les parties intéressées peuvent demander des auditions jusqu'à la date de convocation de l'audition finale par les autorités chargées de l'enquête.

2.2 La demande d'audition

La partie intéressée qui demande une audition doit présenter, en même temps que la demande officielle, une liste des points spécifiques à examiner au cours de celle-ci.

2.3 Tenue des auditions

Les autorités chargées de l'enquête informent les parties intéressées au moins 30 jours à l'avance de la date et du lieu de l'audition, et des questions qui y seront examinées.

2.3.1 Procédures relatives aux auditions

Aucune partie n'est tenue d'assister à une audition et l'absence d'une partie n'est pas préjudiciable à ses intérêts.

Les parties intéressées doivent désigner, au moins cinq jours avant l'audition, leurs représentants légaux à l'audition. Dix jours au moins avant l'audition, elles doivent indiquer par écrit les arguments qui y seront présentés.

Si des raisons valables le justifient, les parties intéressées peuvent présenter des renseignements supplémentaires oralement. Ces renseignements ne sont pris en compte que s'ils sont reproduits par écrit - en portugais - et communiqués aux autres parties intéressées, dans les dix jours qui suivent l'audition.

La tenue des auditions n'empêche pas les autorités d'adopter des déterminations préliminaires ou finales.

Lors des auditions, les règles relatives au caractère confidentiel des renseignements et ce qui convient aux parties doivent, le cas échéant, être pris en considération.

2.4 Types d'auditions

La législation brésilienne ne donne pas de définition des types d'auditions susceptibles d'être demandées par les parties. Elle indique simplement le délai à respecter pour la demande, à savoir la date à laquelle les autorités chargées de l'enquête convoquent l'audition finale. Il n'y a aucune limitation quant au nombre d'auditions pouvant être demandées par une partie ou tenues au cours d'une enquête, pour autant que le délai prescrit par la loi pour la durée de l'enquête soit respecté.
